

Au Président de la République et à ses ministres

*Document de plaidoyer : établir un programme « Droits et Valeurs » ambitieux
pour la période 2021-2027*

Aujourd'hui, partout en Europe, les citoyens réclament plus de mécanismes leur permettant de prendre part aux décisions concernant leur futur. Bien que quelques gouvernements et institutions européennes se heurtent à ce que certains nomment une crise de confiance, l'engagement citoyen est toujours vivace, marqué par un désir de façonner le futur de l'Europe. Le futur immédiat est actuellement en discussion par votre ministère à Bruxelles, mais aussi à Paris.

Comme vous le savez sûrement, la Commission Européenne travaille actuellement sur la possibilité de fusionner les programmes européens déjà existants en un nouveau : le programme « Droits et Valeurs ». Ce programme vise à protéger et promouvoir les droits et valeurs inscrits dans les traités européens afin de développer des sociétés ouvertes, démocratiques et inclusives. Le gouvernement dont vous faites partie soutien et encourage fortement ces valeurs.

Récemment, le Parlement Européen et le Conseil de l'Union Européenne sont parvenus à s'entendre sur ce à quoi le Programme devrait ressembler. Quatre principaux objectifs sont mis en avant ; ce sont :

- La promotion de l'égalité et des droits (égalité de genre, lutte contre la discrimination, droits des enfants) ;
- La promotion de l'engagement citoyen et de la participation dans la vie démocratique de l'Union ;
- La lutte contre la violence, notamment envers les enfants et les femmes ;
- La protection et la promotion des valeurs de l'Union

La position commune met l'accent sur la nécessité de promouvoir, renforcer et défendre la justice, les droits et les valeurs de l'UE, particulièrement à un moment où les sociétés européennes font face à l'extrémisme, au radicalisme, et aux divisions, ainsi qu'à une réduction de l'indépendance de la société civile¹. Est aussi encouragée la participation des citoyens dans la prise de décisions à travers divers projets, mis en

¹ Council of the European Union, Interinstitutional File 2018/0207 (COD), 7249/19

<https://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-7249-2019-INIT/en/pdf>

place par une grande variété d'acteurs : individus, réseaux de journalistes, groupes de réflexion, entreprises, autorités locales, établissements scolaires, ONGs, etc... Cela en fait l'unique programme qui promeut et renforce fortement l'engagement citoyen sans aucun type de distinctions (de genre, d'âge, de nationalité, de statut socio-économique, etc...).

De plus, la position commune cite la Résolution du 19 avril 2018² du Parlement Européen, plaidant pour une augmentation du financement et un soutien financier adéquat pour le développement d'un environnement encourageant et viable pour les organisations de la société civile, et afin que celles-ci puissent fonctionner de façon indépendante.

Aujourd'hui, et ce malgré une pression croissante et des ressources insuffisantes, l'ambition et l'enthousiasme des individus bénévoles et travaillant dans la société civile demeurent élevés. Les chiffres clés du dernier rapport sur le programme Europe pour les Citoyens le démontrent³. Depuis 2014, près de 11.000 demandes ont été soumises pour obtenir des fonds destinés au renforcement de la participation citoyenne et de la compréhension de l'UE. Cependant, seul 16% ont été obtenus, laissant près de 9000 des demandeurs sans ressources suffisantes pour continuer leurs activités. Dans un même temps, les statistiques de l'Eurobaromètre ont récemment montré que 76% des européens pensent que la société civile a un rôle important dans la promotion et la protection de la démocratie et des valeurs communes⁴.

Nous sommes bien conscients de la situation économique compliquée au sein de l'Union et des mesures nécessaires pour réduire de nouveaux risques, tels que le Brexit. Il est toutefois crucial dans l'opinion publique d'augmenter le budget pour le prochain Cadre Financier Pluriannuel (2021-2027). Nous croyons que le nouveau programme devrait accentuer les efforts au niveau national et octroyer les moyens nécessaires aux organisations de la société civile afin de promouvoir et développer les valeurs de l'Union, telles qu'inscrites dans l'article 2 TEU⁵.

² European Parliament, Motion for a Resolution on the need to establish a European Values Instrument

http://www.europarl.europa.eu/doceo/document/B-8-2018-0189_EN.html?redirect

³ European Commission, EACEA agency, *Europe for Citizens program – Results 2018*

⁴ European Commission, Special Eurobarometer 477, *Democracy and elections*, September 2018

<http://ec.europa.eu/commfrontoffice/publicopinion/index.cfm/ResultDoc/download/DocumentKy/84538>

⁵ Consolidated Version of the Treaty on European Union

<https://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2008:115:0013:0045:en:PDF>

Eu égard à votre propre engagement pour la démocratie, la liberté, l'égalité et le respect des Droits de l'Homme, nous vous exhortons à soutenir vigoureusement une augmentation substantielle du Programme « Droits et Valeurs ».

La proposition de la Commission Européenne suggérerait un budget fixe de 641.000.000 euros. Tel quel, le montant suggéré est trop faible pour atteindre les objectifs ambitieux du programme et permettre la création d'une Union de citoyens. De plus, le nouveau programme engendrerait un quatrième volet qui n'a pas été pris en compte dans la proposition financière de la Commission.

Afin d'encourager les citoyens à participer et accroître la sensibilisation autour des valeurs fondatrices de l'Union, nous demandons un budget similaire à celui de la proposition du Parlement Européen, tel que suit :

- 754.062.000 euros pour le nouveau volet sur les valeurs de l'Union ;
- 429.372.000 euros (soit 26,39% du total de l'enveloppe financière) pour l'Égalité, les droits et l'égalité de genre, ainsi que le volet Daphne ;
- 443.566.000 (soit 27,26% du total de l'enveloppe financière) pour le volet Citoyenneté active.

L'enveloppe financière pour l'implantation du Programme pour la période 2021-2027 serait de 1.627.000.000 euros. Ce montant représente la faible somme de 0,52 euro par an pour chaque citoyen européen.

Nous comprenons que l'effort demandé est important en des temps compliqués, mais nous sommes intimement convaincus de la nécessité de se conformer aux priorités de l'Union et de la France en termes d'engagement citoyen et de protection de la démocratie. Il est crucial que l'Union montre que les états membres investissent dans les droits fondamentaux de leurs citoyens, ainsi que dans la protection de l'Etat de Droit.

Nous serions honorés de vous rencontrer afin de discuter plus en profondeur des négociations à venir sur le Cadre Financier Pluriannuel (MFF) et le programme « Droits et Valeurs ». Nous restons à votre disposition concernant de potentielles questions, et avons hâte de vous rencontrer.

Je soussignée :

Marie-France MAILHOS – présidente de l'Association Européenne de l'Éducation-France